



Syndicat National **FORCE OUVRIÈRE** des Personnels de Préfecture

COMMISSION NATIONALE D'ACTION SOCIALE mercredi 11 janvier 2012

Pour FO Préfecture ont siégé : Marie Josée DUPUY (titulaire) et Marie-Line MISTRETTA (suppléante) et. Romuald DELIENCOURT (suppléant)

L'ordre du jour :

- approbation du procès verbal de l'assemblée plénière du 30 juin 2011
- présentation du rapport de l'IGAS et du CGEFI sur l'action sociale dans la fonction publique de l'Etat
- point d'information sur la recomposition des Commissions Locales d'Action Sociale CLAS
- présentation du bilan provisoire de l'action sociale 2011
- organisation et constitution des groupes de travail au sein de la CNAS

Avant d'aborder l'ordre du jour, M. BOUILLON directeur de cabinet du ministre en sa qualité de président a évoqué dans ses propos d'ouverture : l'importance de se consacrer sur notre mission, il est essentiel de porter un projet sur la réorganisation de l'action sociale, la plénière doit permettre d'en débattre.

En préalable, Bernard LAYES vice-président a lu une déclaration au nom des membres du bureau (FO et CFDT)

I) approbation du procès verbal de l'assemblée plénière du 30 juin 2011

PV adopté à l'unanimité après correction demandée par le représentant de l'UNSA

II) présentation du rapport de l'IGAS et du CGEFI sur l'action sociale dans la fonction publique de l'Etat

Présentation succincte du document par M. DUFOUR. Il en donne la conclusion 4 scénarii possibles

- un scénario qui améliore les conditions de fonctionnement du système dans un cadre décentralisé
- un scénario qui renforce l'action interministérielle sur la base d'une information fortement mutualisée
- un scénario où la gestion de l'action sociale est ministérielle et où le dialogue social interministériel est rénové
- un scénario où la gouvernance et la gestion de l'action sociale tirent les conséquences de la distinction entre prestations découlant des obligations de l'employeur et les activités sociales et culturelles

Dans ce cadre, un groupe de travail au sein du CIAS et suite à la demande du ministre de la Fonction Publique a été installé le 16 décembre 2011.

Notre ministère doit également porter sa réflexion sur ces 4 propositions.

FO rappelle son attachement à notre action sociale ministérielle.

III) point d'information sur la recomposition des Commissions Locales d'Action Sociale CLAS

Bilan présenté par M. ALLONCLE : seules 10% de CLAS sont installées. M. BOUILLON demande l'envoi immédiat d'un télégramme au préfet pour **l'installation de la totalité des CLAS au plus tard le 29 février 2012.**

FO rappelle son opposition à la création d'une 4^{ème} strate, dénonce la remise en cause du vote de la plénière et la décision prise par l'administration de créer des CLAS spécifiques pour les Bouches du Rhône, le Nord, le Rhône et la Seine St Denis.

Bernard LAYES demande clairement les moyens mis à disposition des vice-présidents de CLAS.

Le DRH réaffirme le maintien du droit existant (arrêté du 8 mars 1993). Pour FO, cet arrêté ne prend pas en compte dans le temps alloué la présence des retraités.

IV) présentation du bilan provisoire de l'action sociale 2011

Présentation par M. DUFOUR pour la partie SG

79% des crédits utilisés au 01/11/2011 et 100% au 31 décembre

rappel : 58% de la consommation des budgets BIDL au 01/11/2011 mais 100% au 31 décembre.

Pour la partie DRCP présentation par M. DERROUCH

- 18 berceaux supplémentaires soit un total de 879 places de crèche
- 322 logements supplémentaires
- 15% augmentation des fonds de secours
- 10% augmentation d'aide aux enfants handicapés

L'administration prévoit la totalité de la consommation de l'enveloppe du budget pour l'année 2012. Afin d'éviter des difficultés budgétaires (budget partiellement consommé), FO propose d'inclure obligatoirement un point budgétaire à chaque réunion de bureau et de fixer un calendrier. L'administration y est favorable.

V) organisation et constitution des groupes de travail au sein de la CNAS

Le directeur de cabinet du ministre quitte la séance. M. Michel BART préside la séance.

Le vice-président rappelle pour le bureau les propositions thématiques (restructuration action sociale ministérielle – quotients familiaux – logement – restauration – enfance)

ALLIANCE propose un groupe de travail sur la communication et sur le suivi budgétaire. L'administration refuse le groupe de travail sur le suivi budgétaire, cette mission est du ressort du bureau.

L'UNSA propose une réflexion sur la fusion police – gendarmerie. Pour l'administration, elle est prématurée.

Après suspension de séance, B LAYES indique le maintien des 5 groupes de travail et accepte de rajouter celui de la communication mais avec l'animation réservée à Alliance.

Alliance remercie mais indique qu'elle refuse d'en prendre la responsabilité.

L'administration prend acte des noms des animateurs et de leur composition mais également de l'absence de candidat sur le groupe communication et s'interroge sur l'attitude d'ALLIANCE.

- **Restructuration de l'Action Sociale : Bernard LAYES (UNITE SGP POLICE FO)**
- **Quotients Familiaux : Christine COUDOR (CFDT)**
- **Logement : Laurent FORINI (UNITE SGP POLICE FO)**
- **Restauration : Jean Pierre COLIN (SNIPAT FO)**
- **Enfance : Romuald DELIENCOURT (FO Préfectures)**
- **Communication :**

FO rappelle à l'administration qu'il est nécessaire que ces groupes de travail se mettent en place rapidement.

